

**Point de presse de la porte-parole -
Ukraine/Entretien de M. Jean-Yves
Le Drian avec son homologue -
Migrations/Participation de M.
Jean-Yves Le Drian à une
conférence ministérielle -
Portugal/Déplacement de Mme
Nathalie Loiseau - Syrie
(Paris, 05 février 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Ukraine - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue (Paris, 5 février 2018)

M. Jean-Yves Le Drian a reçu aujourd'hui à Paris son homologue ukrainien, M. Pavlo Klimkine. Cet entretien a permis d'explorer les perspectives d'approfondissement de notre relation bilatérale, de faire un point sur le processus de réformes en Ukraine et de rappeler nos efforts pour la mise en oeuvre des accords de Minsk, seuls à même d'apporter un règlement politique au conflit.

S'agissant du processus de réformes, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a encouragé l'important travail de transformation mené par l'Ukraine pour se rapprocher des standards européens de gouvernance, malgré le contexte sécuritaire difficile que connaît le pays sur sa frontière orientale. La libéralisation récente du régime des visas et l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange approfondi sont des signes tangibles de notre rapprochement et de notre solidarité envers les Ukrainiens. De nombreuses avancées ont été réalisées tant pour l'assainissement du secteur bancaire, que pour la réforme du secteur énergétique, ou encore pour la mise en place d'un dispositif législatif et institutionnel de lutte contre la corruption. Avec ses partenaires européens et du G7, la France soutient l'Ukraine dans ces réformes et apportera tout son appui à leur mise en oeuvre. La lutte contre la corruption est la priorité sur laquelle doivent se concentrer tous les efforts, en particulier avec la mise en place d'une cour anti-corruption opérationnelle et indépendante.

Les ministres ont salué par ailleurs les projets de coopération entre nos deux pays. Les entreprises françaises sont très présentes en Ukraine et de nombreuses autres projettent de s'y installer. Des projets importants existent dans les secteurs des énergies renouvelables et du développement urbain durable. Ce sont autant de futurs piliers pour une relation de coopération robuste et durable. La France souhaite en particulier avancer en matière d'échanges entre les sociétés civiles et entre les jeunes. À ce titre, la décision ukrainienne de faire de l'année universitaire 2018-2019 l'année de la langue française en Ukraine contribuera à renforcer nos liens humains.

MM. Jean-Yves Le Drian et Pavlo Klimkine ont également abordé la situation dans l'est du pays. La France est attachée à la souveraineté de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues et ne reconnaît pas l'annexion illégale de la Crimée. La crise se poursuit dans l'est du pays, où elle fait des victimes chaque semaine et où la population souffre de conditions de vie difficiles. La France, qui avec l'Allemagne exerce un rôle de médiation, appelle la Russie à mettre en oeuvre les accords de Minsk, en particulier dans le domaine sécuritaire, et attend de l'Ukraine qu'elle poursuive la mise en oeuvre des mesures qui la concernent. Notre objectif demeure la résolution politique globale de la crise, l'amélioration de la situation sécuritaire - qui implique le respect complet du cessez-le-feu - et le rétablissement des liens socio-économiques entre les deux côtés de la ligne de contact.

2 - Migrations - Participation de M. Jean-Yves Le Drian à une conférence ministérielle (Rome, 6 février 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera le 6 février à Rome à la conférence ministérielle sur la coopération entre les pays européens et les principaux pays africains de transit. Cette conférence fait suite à une première réunion tenue également à Rome le 6 juillet 2017 et à la rencontre à Paris le 28 août dernier des chefs d'Etat des pays européens et de transit.

La réunion de Rome visera à renforcer encore la coopération entre pays hôtes, pays de transit et pays de départ dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains, la contrebande et l'exploitation, et dans celui de la protection des droits des migrants et des demandeurs d'asile.

M. Jean-Yves Le Drian réaffirmera notre soutien aux principaux pays d'origine et de transit et rappellera les engagements, pris lors du sommet Union européenne-Union africaine en novembre à Abidjan, de travailler collectivement à renforcer leurs capacités à faire face à cet enjeu. Le ministre confirmera en outre l'engagement de la France à faciliter les retours volontaires, notamment depuis la Libye, comme des réinstallations des réfugiés les plus menacés. Des actions ont été lancées par l'OFPRA dans cette perspective.

Enfin, M. Jean-Yves Le Drian confirmera l'intention de la France de travailler en vue de sanctions internationales et européennes contre les principaux responsables de la traite d'êtres humains.

Ce déplacement permettra également de rappeler notre solidarité à l'égard de l'Italie et notre soutien aux initiatives qu'elle a prises en Libye et au Niger, dans la lignée du déplacement du président de la République les 10 et 11 janvier 2018 à Rome.

3 - Portugal - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau (Lisbonne, 6 février 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rendra au Portugal le 6 février 2018. Elle rencontrera notamment M. Augusto Santos Silva, ministre des affaires

étrangères, et Mme Ana Paula Zacarias, secrétaire d'Etat aux affaires européennes.

Les discussions porteront sur les principaux dossiers de l'agenda de refondation de l'Europe, pour lesquels le Portugal est un partenaire important. Mme Nathalie Loiseau présentera notre approche des consultations citoyennes qui doivent débiter en avril et auxquelles le Portugal a annoncé sa participation. Le cadre financier pluriannuel, l'avenir de la politique de cohésion ainsi que l'approfondissement de l'Union économique et monétaire seront également à l'ordre du jour. Elle effectuera par ailleurs une visite à l'Agence européenne pour la sécurité maritime.

La ministre interviendra enfin dans le cadre de la rencontre annuelle des étudiants en sciences-politiques (ENECP 2018), organisée par l'Institut supérieur des sciences sociales et politiques (ISCSP) de Lisbonne. Dans le cadre de ce forum, Mme Nathalie Loiseau, participera, aux côtés de son homologue, Mme Ana Paula Zacarias, au panel sur le «Futur de l'Union européenne» puis répondra aux questions des étudiants et de la société civile.

4 - Syrie

Q - Quelle est la réaction de la France suite à l'intensification des frappes russes sur des secteurs tenus par les rebelles dans la province syrienne d'Idlib ?

R - La France condamne avec force les bombardements indiscriminés du régime syrien et de ses alliés dans la province d'Idlib, et plus particulièrement ceux visant des zones habitées et des infrastructures civiles, notamment médicales. Le respect du droit international humanitaire s'impose à l'ensemble des parties.

ÿ cet égard, une responsabilité particulière incombe aux Etats garants des accords d'Astana, qui prévoient l'instauration de cessez-le-feu et de zones de désescalade, notamment à Idlib.

Il n'y aura de stabilité durable en Syrie que sur la base d'une solution politique négociée, conforme aux orientations de la résolution 2254 du conseil de sécurité des Nations unies.

Q - Plusieurs articles récents mettent en cause le Quai d'Orsay dans l'affaire Lafarge. Quelle est votre réaction ?

R - Ni le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, ni aucun de ses agents ne sont mis en cause par la procédure judiciaire en cours.

Il est de notre devoir de contribuer à la manifestation de la vérité dans cette affaire.

Dans ce cadre, des diplomates sont entendus comme témoins parce qu'ils ont eu, au titre de leurs fonctions, des contacts avec le groupe Lafarge. De même, nous communiquons à la justice les informations ou les documents qu'elle nous demande.

Les autorités françaises ont toujours dit de la manière la plus nette que les sanctions applicables en Syrie, qui prohibent toute transaction avec Daech, devaient être parfaitement respectées. Nous n'admettons aucune forme de collusion avec des groupes terroristes, en Syrie comme ailleurs./.